

IGIHANGO

Alliance pour la Démocratie et la Réconciliation Nationale(ADRN)-IGIHANGO

C/o Breughel Park, 11/20; 1731 Asse(Belgique)

Tel/Fax:0032.2.4667909; E-mail: igihango.secretariat@gmx.net

Plan de paix de l'Alliance "IGIHANGO" sur le conflit rwando-congolais (Complément à l'Accord de Pretoria)

Ref: n°01/AK/P-CE/Igihango/11/09/2002

Préambule

Le conflit meurtrier qui déchire la République Démocratique du Congo(RDC) depuis le 02 août 1998 est dans sa cinquième année. Si plusieurs tentatives de trouver une solution négociée à ce conflit ont jusqu'ici échoué, c'est en partie dû au fait que certains paramètres de la crise congolaise n'ont pas été pris en compte ou ont tout simplement été délibérément ignorés.

L'Alliance "IGIHANGO" a la ferme conviction que la stabilité de la RDC dépendra largement d'une solution globale et inclusive à la crise rwandaise qui a éclaté en 1990 et qui a atteint son paroxysme en 1994. Si les terribles conséquences de cette crise ont profondément affecté la société rwandaise, elles n'ont pas épargné les pays voisins. Dès lors, l'urgence s'impose de reconnaître que la problématique rwandaise est au cœur du conflit de la RDC et d'agir en conséquence.

Il convient en outre de rappeler que les combattants membres des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda(FDLR) basés en RDC et opposés au régime de Kigali, sont placés sous le contrôle de l'Alliance "IGIHANGO", conformément à ses textes fondamentaux. Etant donné qu'ils sont visés par l'accord de Pretoria, toute décision liée au sort de ces combattants concerne l'Alliance "IGIHANGO" au plus haut point.

L'accord de Pretoria dans l'impasse

Intervenu il y a plus d'un mois entre Kigali et Kinshasa grâce à la facilitation de la République Sud-Africaine et de l'ONU, l'accord de Pretoria ne connaît aucun début d'exécution. De fait, il ne semble pas plus réaliste que l'accord de Lusaka ou celui de Sun City qui l'ont précédé. De façon concrète, la question du regroupement, du désarmement et du rapatriement des combattants rwandais qui luttent contre le régime de Kigali constitue le nœud du problème quant à l'application de l'accord de Pretoria. L'Alliance "IGIHANGO" estime que la stratégie militariste privilégiée par le régime Kagame dans ses tentatives de sécuriser et de stabiliser le Rwanda constitue un échec irréversible.

Problématique rwandaise au centre de la crise des Grands Lacs

La crise qui a éclaté au Rwanda depuis le 01 octobre 1990 a vite pris des dimensions internationales. L'échec de l'Accord de paix d'Arusha signé le 04/08/1993 entre le Gouvernement Habyarimana et la rébellion du Front Patriotique Rwandais (FPR) a sonné le glas des efforts de paix et de réconciliation au Rwanda. L'assassinat, dans la soirée du 06 avril 1994, des Présidents du Rwanda et du Burundi, a précipité le Rwanda dans une tragédie sans pareil dont les conséquences ont embrasé toute la région des Grands Lacs.

Les guerres meurtrières qui se déroulent en RDC depuis 6 ans trouvent leur origine au Rwanda. La guerre qui a balayé le régime Mobutu ainsi que celle qui a été déclarée à son successeur sont la conséquence directe du conflit inter-rwandais et des défaillances de la Communauté internationale.

On doit cependant se féliciter aujourd'hui du fait que la communauté internationale a évolué. Elle affirme de plus en plus sa volonté de mettre fin au chaos meurtrier de l'Afrique centrale à travers notamment la résolution pacifique du conflit de la RDC. On ne saurait néanmoins résoudre durablement ce conflit en occultant la question rwandaise qui en constitue la source. L'urgence s'impose donc de voir tous les acteurs du processus de pacification de la RDC prendre conscience de ce problème. Il est indispensable de trouver une solution équitable au Rwanda afin d'ouvrir la voie à la pacification générale des Grands Lacs.

La Communauté internationale doit en effet se rendre à l'évidence: la victoire militaire du FPR en 1994 ne pouvait pas favoriser la réconciliation inter-rwandaise. Cette dernière étant sérieusement hypothéquée par les événements tragiques d'alors. Par ailleurs, le FPR qui s'est empressé de tourner le dos au compromis d'Arusha laborieusement négocié pendant près de 4 ans de conflit, n'était pas en mesure de reconstruire un Etat démocratique au Rwanda. D'autant plus que sa stratégie militariste ne pouvait qu'enfoncer le Rwanda et la sous-région dans un chaos politique sans fin.

La Communauté internationale doit reconnaître qu'en guise de reconstruction nationale, le FPR a mis en place un régime autocratique qui s'appuie sur une redoutable machine de guerre. Celle-ci tient non seulement le peuple rwandais en otage, mais en déstabilisant la RDC, cette machine de guerre constitue également une menace permanente en Afrique centrale. Force est cependant de constater que cette armée suréquipée de moyens les plus modernes s'est jusqu'ici révélée incapable de venir à bout de son opposition armée. C'est que la crise rwandaise est de nature fondamentalement politique. IGIHANGO est fermement convaincu que l'ère des solutions militaires est révolue.

Il s'agit aujourd'hui d'exiger la démocratisation du Rwanda en vue d'obtenir le retour de la paix et de l'harmonie dans toute la région. Il n'est pas acceptable de voir le Rwanda échapper aux exigences imposées à ses voisins au moment où la dictature mise en place par Kagame déstabilise impunément ces derniers. En effet, des processus de pacification et de démocratisation sont en cours dans plusieurs Etats de la région. Il s'agit notamment du Burundi, de la RDC et du Soudan. Un processus

similaire est prévu pour l'Ouganda. Aujourd'hui, rien n'explique le fait que le Rwanda demeure indéfiniment une exception.

IGIHANGO croit fermement aux vertus du dialogue politique et social. Il est convaincu que la chasse aux ex-far et aux interahamwe dont le FPR a fait son projet de société est un échec sur toute la ligne. Il plaidera toujours pour un Dialogue inter-rwandais hautement inclusif susceptible de doter le pays d'Institutions consensuelles et stables.

Pour sortir de l'impasse et afin de contribuer à la concrétisation rapide de l'accord de Pretoria, IGIHANGO propose un plan réaliste en dix points. L'Alliance est consciente de l'immense espoir que les masses populaires congolaises et rwandaises ont placé en cet accord. Les Gouvernements du Rwanda et du Congo n'ont pas le droit de décevoir ces populations meurtries. La Communauté internationale a le devoir d'en garantir la mise en application et l'Alliance "IGIHANGO" se tient prête à y contribuer.

Plan de paix "IGIHANGO" en dix points

1. Les Gouvernements du Rwanda et de la République Démocratique du Congo, le Gouvernement de la République Sud-Africaine, l'ONU, l'Union Européenne, l'Union Africaine et les Gouvernements des pays impliqués dans le conflit congolais devront, au préalable, reconnaître l'Alliance "IGIHANGO" comme un des interlocuteurs incontournables dans le conflit à résoudre.

2. L'ONU mettra en place une force neutre de maintien de la paix aux frontières rwando-congolaises en vue de sécuriser les deux pays. Cette force aura pour mission d'assurer l'inviolabilité du territoire de chaque Etat. Cette sécurisation s'accompagnera du retrait de la RDC des forces de l'APR et de l'engagement solennel et effectif de l'Alliance "IGIHANGO" à s'abstenir de toute attaque contre les forces gouvernementales.

3. Le Gouvernement du Rwanda procédera à la libération des prisonniers d'opinion et à la libéralisation des activités politiques de l'opposition. Il suspendra le "processus constitutionnel et électoral" en cours et se déclarera prêt au dialogue politique avec son opposition.

4. L'ONU supervisera le regroupement et le cantonnement séparé des combattants sous le contrôle de l'Alliance "IGIHANGO" et des réfugiés civils rwandais sur le territoire de la RDC. Contrairement au régime de Kigali qui refuse que le TPIR enquête sur certains de ses officiers qui sont mis en cause dans des crimes graves, l'Alliance assure la Communauté internationale de son entière coopération à lutter contre toute impunité et toute forme de terrorisme. A cet effet, l'Alliance s'engage à faciliter l'accès au TPIR à ceux parmi ses combattants, qui seraient éventuellement recherchés pour des crimes relevant de sa compétence.

5. Un Dialogue politique inter-rwandais sera organisé et se tiendra dans des conditions garanties par la Communauté internationale. Dans ces conditions, l'Alliance "IGIHANGO" s'engage à coopérer au désarmement de ses combattants.

6. Les instances du Dialogue inter-rwandais mettront en place une transition démocratique avec des institutions inclusives.

7. Le Gouvernement de transition garantira le rapatriement des combattants de l'Alliance "IGIHANGO" et la formation d'une armée nationale neutre à travers notamment la fusion des forces gouvernementales et celles de l'Alliance. Ceci se fera dans le cadre d'un programme national de démobilisation, réinsertion et réintégration.

8. Le Dialogue inter-rwandais décidera de la création d'une Commission Vérité et Réconciliation dans la perspective d'une Justice réconciliatrice et restauratrice au Rwanda. Un plan de développement sera aussi adopté dans le cadre de ce Dialogue.

9. Les résolutions du Dialogue Inter-rwandais seront endossées par le Conseil de sécurité de l'ONU et par l'Union Africaine.

10. L'ONU poursuivra son soutien aux efforts engagés pour obtenir un accord global et inclusif en RDC en s'assurant de la mise en place d'un Gouvernement d'union nationale susceptible de rassurer les pays voisins quant à leur sécurité.

Fait à Bruxelles, le 11/09/2002
Pour IGIHANGO
Augustin Kamongi
Président du Comité Exécutif
P/O Christophe Hakizabera(Sé)
Vice-Président du Comité Exécutif, chargé des Affaires extérieures

Scellée à Bad Honnef(Allemagne) le 27 mars 2002 et officiellement lancée à Bruxelles le 05 avril 2002, « IGIHANGO »(Pacte de sang) est une Alliance politique rwandaise qui regroupe les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda(FDLR), l'Alliance pour la renaissance de la Nation(ARENA) et le mouvement monarchiste « Nation-Imbaga y'Inyabutatu Nyarwanda ». IGIHANGO lutte en faveur de la Réconciliation au Rwanda via une gestion consensuelle du pouvoir. Elle s'est engagée à contribuer au retour de la paix et de l'harmonie dans la Région troublée des Grands Lacs. Elle est ouverte à toute autre organisation acquise aux mêmes objectifs.